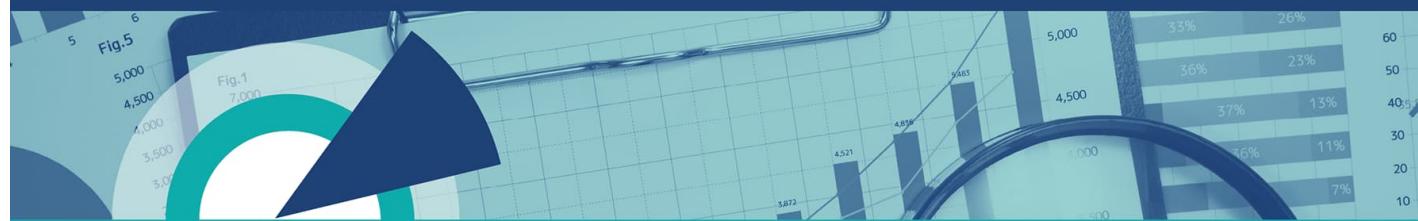


# En Normandie, l'activité dépasse son niveau d'avant-crise au 4<sup>e</sup> trimestre 2021

NOTE DE CONJONCTURE RÉGIONALE - 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2021

Insee Conjoncture Normandie · Avril 2022 · n° 31



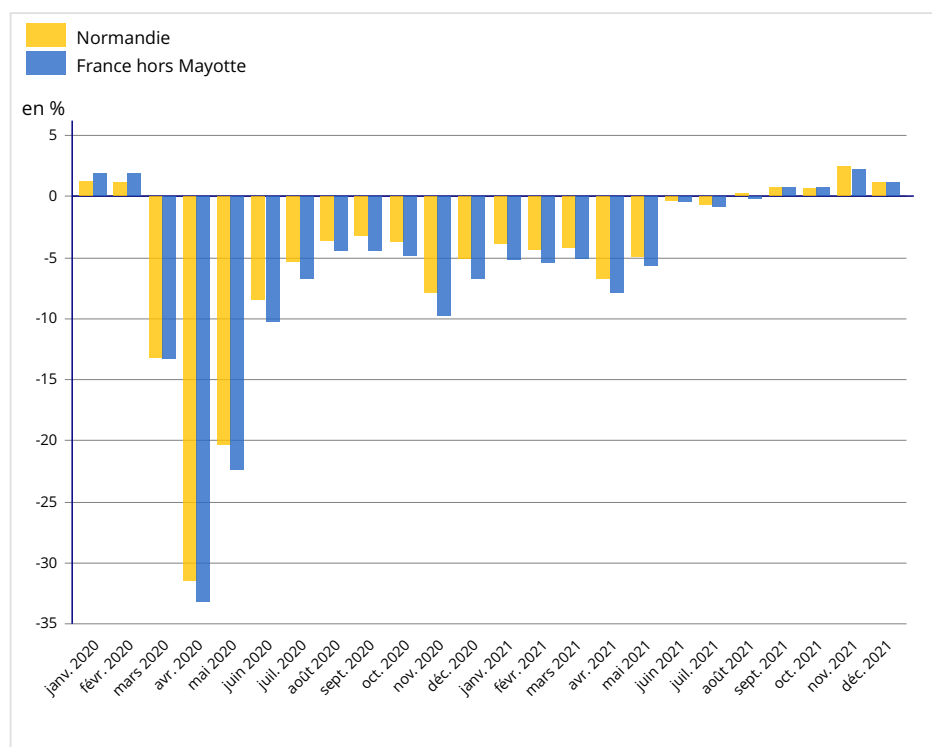
L'activité économique a poursuivi son redressement, jusqu'à se situer au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 au-delà de son niveau d'avant-crise, en Normandie comme France entière. La consommation des ménages se situe toujours à un niveau élevé par rapport à l'avant-crise, et ce depuis la sortie du 3<sup>e</sup> confinement. Après la restauration qui avait atteint le trimestre précédent le niveau de 2019, le secteur de l'hôtellerie se rapproche à son tour de son niveau de 2019. L'emploi dans les services aux ménages ainsi que dans le tertiaire non marchand a connu une fin d'année en décline, après plusieurs trimestres de croissance. L'emploi salarié se stabilise, l'intérim croît fortement et le nombre de demandeurs d'emploi baisse encore. Le taux de chômage est au plus bas dans la région depuis 2008. Les créations d'entreprises poursuivent leur baisse entamée au 3<sup>e</sup> trimestre. Après plus de deux ans de baisse ininterrompue, le nombre de défaillances d'entreprises a cessé de diminuer.

## L'activité croît de nouveau au 4<sup>e</sup> trimestre 2021

Le nombre d'heures rémunérées – un indicateur du niveau d'activité – avait fortement subi l'impact du premier confinement (une chute de près d'un tiers entre avril 2019 et avril 2020 ; **figure 1**). Le 3<sup>e</sup> trimestre 2021 a marqué le retour au niveau d'avant-crise, à l'échelle normande comme à l'échelle nationale. La fin de l'année 2021 a même permis une reprise de la croissance du nombre d'heures rémunérées en Normandie, avec 1,4 % de hausse mensuelle moyenne sur le dernier trimestre 2021 par rapport à la même période de 2019. Dans la région, le dynamisme se retrouve dans tous les départements au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, à des degrés divers, le Calvados profitant le plus de ce rebond (+ 2,8 % de hausse moyenne mensuelle sur la période).

D'un point de vue sectoriel, les services, marchands comme non marchands, tirent le plus la croissance de l'activité en Normandie, hormis l'hôtellerie encore impactée par la crise (- 3 % en moyenne mensuelle au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 par rapport à 2019). À l'inverse, l'industrie normande n'a pas encore retrouvé son niveau de 2019 (- 2 % en moyenne mensuelle par rapport à 2019).

Figure 1 – Évolution mensuelle du nombre d'heures rémunérées par rapport au même mois de 2019



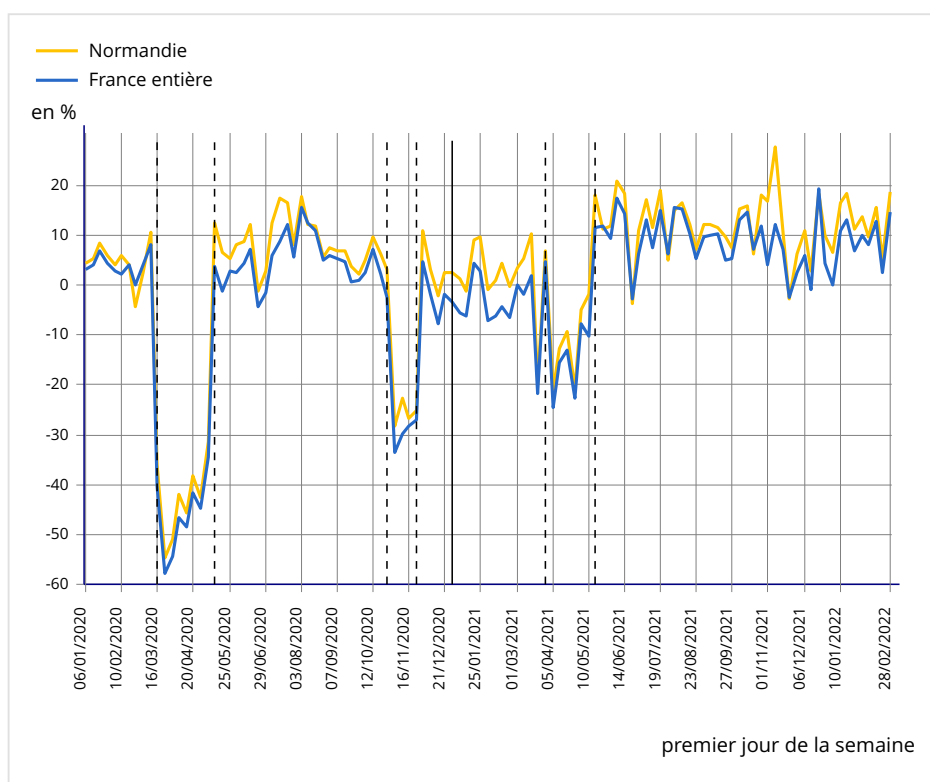
Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré, données brutes mensuelles.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

## La consommation normande conserve fin 2021/début 2022 sa bonne dynamique entamée en mai 2021

Le montant des transactions par carte bancaire est un bon indicateur de la consommation des ménages. Son repli avait été particulièrement marqué lors de chacune des trois périodes de fermeture des commerces dits « non-essentiels » en 2020 puis en 2021 (**figure 2**). Depuis la mi-mai 2021, les paiements par carte bancaire en Normandie se sont stabilisés au-delà de 10 % au-dessus de leur niveau d'avant-crise en 2019, tendance qui perdure toujours à la fin de l'année 2021 et au début de 2022. Sur le plan national, le niveau de la consommation des ménages est légèrement inférieur par rapport à l'échelle régionale, se situant entre + 5 % et + 10 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 par rapport à la même période de 2019.

Figure 2 – Évolution hebdomadaire des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019



Note : transactions par carte bancaire CB en face-à-face qui n'incluent pas la vente à distance (internet). Les traits pointillés permettent d'identifier les périodes pendant lesquelles les commerces « non-essentiels » étaient fermés sur l'ensemble du territoire métropolitain. Le trait vertical plein indique la dernière semaine de 2020.

Champ : France.

Sources : Cartes bancaires CB, Calculs Insee.

## AVERTISSEMENT

Les données utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire, à l'exception des transactions CB en vente à distance (internet). Elles sont issues d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité.

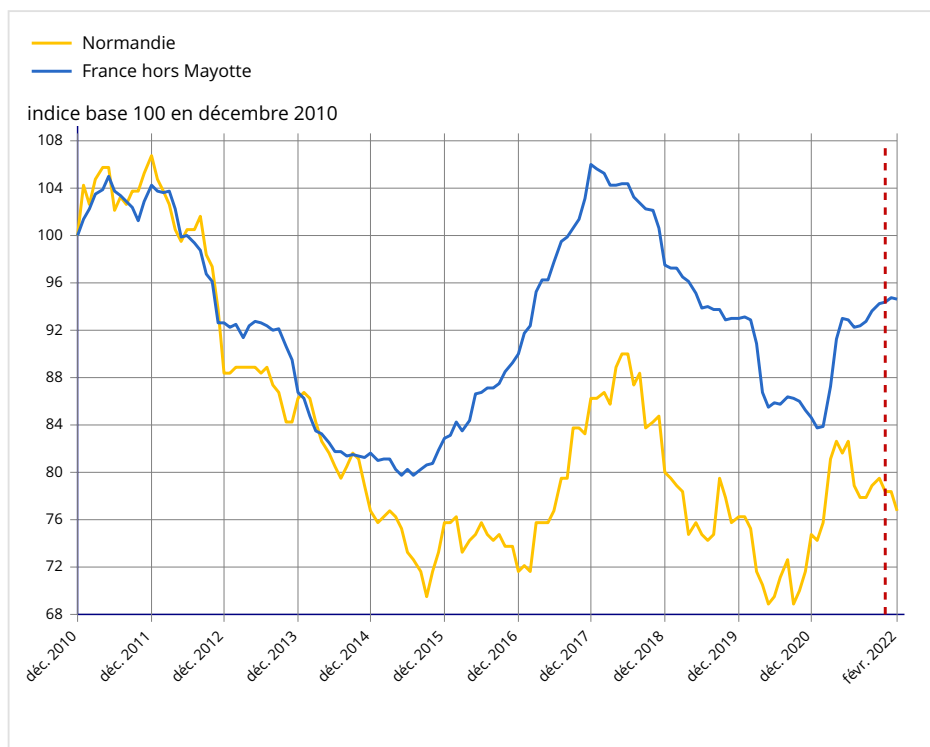
## Légère hausse des mises en chantier

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, le cumul sur 12 mois des logements commencés augmente légèrement (+ 1 %) en Normandie après une diminution au trimestre précédent (**figure 3**). Les mises en chantier augmentent dans le Calvados (+ 10 %) et dans l'Orne (+ 5 %). Elles diminuent pour le deuxième trimestre consécutif en Seine-Maritime (- 4 %) et pour la première fois depuis plus d'un an dans l'Eure (- 5 %). Elles sont stables dans la Manche.

Le nombre de logements autorisés à la construction, au cours des douze derniers mois, diminue après deux trimestres de hausse. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, il baisse de 2 % dans la région, alors qu'il est stable au niveau national. La baisse concerne la Seine-Maritime (- 9 %) et le Calvados (- 2 %). Dans les autres départements normands, le nombre de logements autorisés à la construction augmente (+ 3 % dans l'Eure, + 8 % dans la Manche et + 17 % dans l'Orne).

La surface des locaux commencés sur un an recule au niveau régional (- 9 %), plus qu'au niveau national (- 1 %). La baisse est imputable aux départements de la Manche (- 47 %) et de l'Eure (- 31 %). La surface des locaux commencés augmente en Seine-Maritime (+ 27 %) et dans le Calvados (+ 8 %). Elle est stable dans l'Orne.

Figure 3 – Évolution du nombre de logements commencés



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDES, Sit@del2.

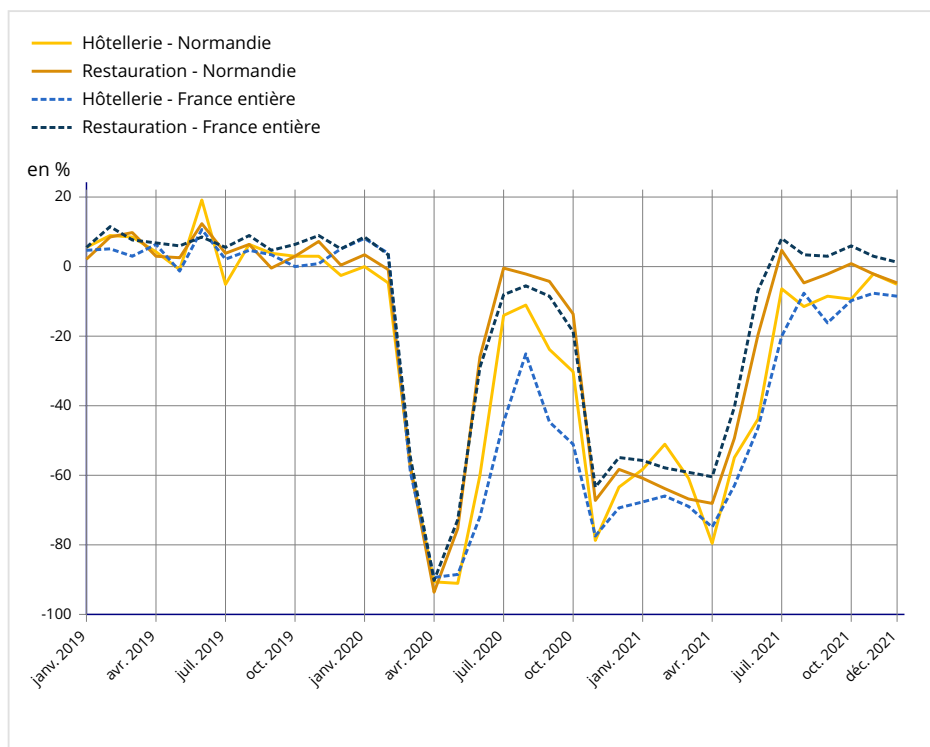
### L'hôtellerie tend à retrouver son niveau d'avant-crise

En Normandie, la fréquentation hôtelière n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-crise mais l'écart continue de se réduire. Le nombre de nuitées au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 est inférieur de 5 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (contre respectivement - 50 % et - 13 % aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2021), un recul moins prononcé qu'au niveau métropolitain (- 12 %).

Le 3<sup>e</sup> trimestre 2021 avait permis aux hôteliers de se rapprocher du niveau de chiffre d'affaires d'avant-crise, sans toutefois l'atteindre. Le 4<sup>e</sup> trimestre 2021 confirme cette tendance, avec un repli compris entre - 2 % et - 9 % selon les mois par rapport à 2019 (**figure 4**). Les hôteliers normands bénéficient d'une situation plus favorable qu'au niveau national (entre - 8 % et - 10 % selon les mois par rapport à 2019). Au niveau départemental, la situation de la Manche est la moins favorable de la région, avec un chiffre d'affaires du secteur hôtelier en baisse de 14 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 par rapport à 2019, alors que la baisse était de 8 % au trimestre précédent.

Entre septembre et novembre 2021, les restaurateurs ont maintenu un niveau d'activité proche de celui d'avant-crise, avec entre + 1 % et - 2 % par rapport à la même période, deux ans auparavant. Le mois de décembre a cependant été moins favorable au secteur en Normandie (- 5 %), notamment dans l'Eure (- 9 %). Au niveau métropolitain, le chiffre d'affaires des restaurateurs est en hausse sur chacun des six derniers mois de 2021 par rapport à 2019.

Figure 4 – Évolution du chiffre d'affaires dans l'hôtellerie et la restauration



Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.  
Source : DGFiP, Insee.

## L'emploi salarié se stabilise en Normandie

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, l'emploi salarié se stabilise en Normandie (+ 0,1 % après + 0,5 % au précédent trimestre), alors qu'il progresse toujours en France hors Mayotte (+ 0,4 % après + 0,5 % ; **figure 5**). En Normandie, l'emploi privé croît un peu moins qu'au niveau national (+ 0,3 % contre + 0,6 %) et l'emploi public baisse de façon plus importante (- 0,7 % contre - 0,2 %). Dans l'ensemble, l'emploi salarié normand progresse de 2,2 % sur un an et dépasse de plus de 1 % son niveau d'avant-crise (4<sup>e</sup> trimestre 2019).

## L'intérim progresse nettement

Comme au niveau national, l'intérim normand croît vivement ce trimestre (+ 4,5 %), après plusieurs trimestres de hausses plus modérées (**figure 7**). En Normandie comme en France hors Mayotte, l'intérim dépasse de plus de 5 % son niveau d'avant-crise.

L'emploi salarié hors intérim diminue très légèrement en Normandie ce trimestre (- 0,1 % après + 0,4 % au précédent trimestre), alors qu'il augmente au niveau national (+ 0,3 %). Dans la région, seule la construction fait mieux qu'au précédent trimestre (+ 0,6 % après + 0,2 % ; **figure 6**). L'industrie repart très légèrement à la baisse (- 0,1 %), du fait notamment d'une détérioration dans le secteur des matériels de transport (- 1,1 %). Le tertiaire marchand progresse de 0,2 %, soit sensiblement moins qu'au précédent trimestre (+ 0,7 %) ; l'hôtellerie-restauration et le commerce progressent toujours, mais les services aux ménages diminuent de 1,1 % (après + 1,4 %). Le tertiaire non marchand recule de 0,5 %, après cinq trimestres de hausses consécutives. Au final, tous les principaux secteurs sauf l'industrie ont dépassé leur niveau d'avant-crise, notamment la construction (près de + 4 %).

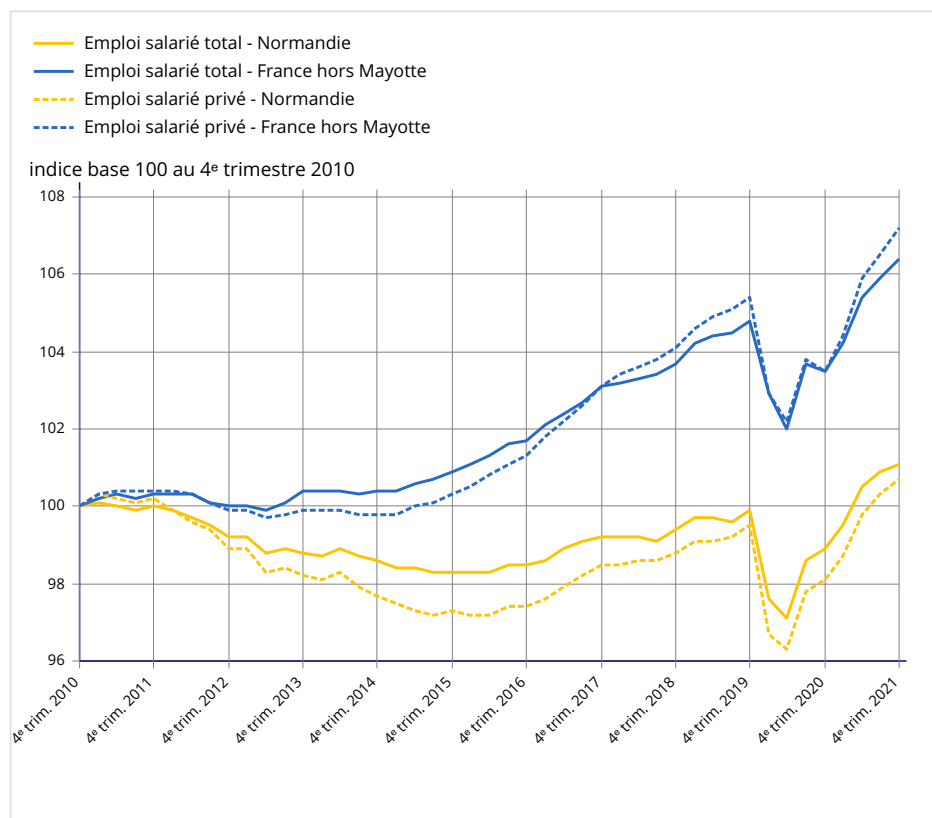
## Le Calvados se démarque grâce au tertiaire marchand

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, l'emploi salarié progresse dans le Calvados (+ 0,7 %) et l'Orne (+ 0,3 %). Il est quasiment stable en Seine-Maritime et dans la Manche, et diminue dans l'Eure (- 0,2 % ; **figure 8**). L'intérim progresse dans tous les départements, surtout dans l'Orne (+ 12,0 %) et la Seine-Maritime (+ 6,2 %). Hors intérim, le tertiaire marchand se démarque dans le Calvados (+ 1,3 %) et l'industrie dans la Manche (+ 0,5 %). Le tertiaire non marchand diminue dans tous les départements, notamment dans l'Eure (- 0,8 %), la Manche (- 0,6 %), et la Seine-Maritime (- 0,6 %). Au final, tous les départements ont dépassé d'environ 1 % leur niveau d'emploi salarié d'avant-crise.

## AVERTISSEMENT

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données. Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acos (champ hors intérim) et la Dares (sur l'intérim).

Figure 5 – Évolution de l'emploi salarié

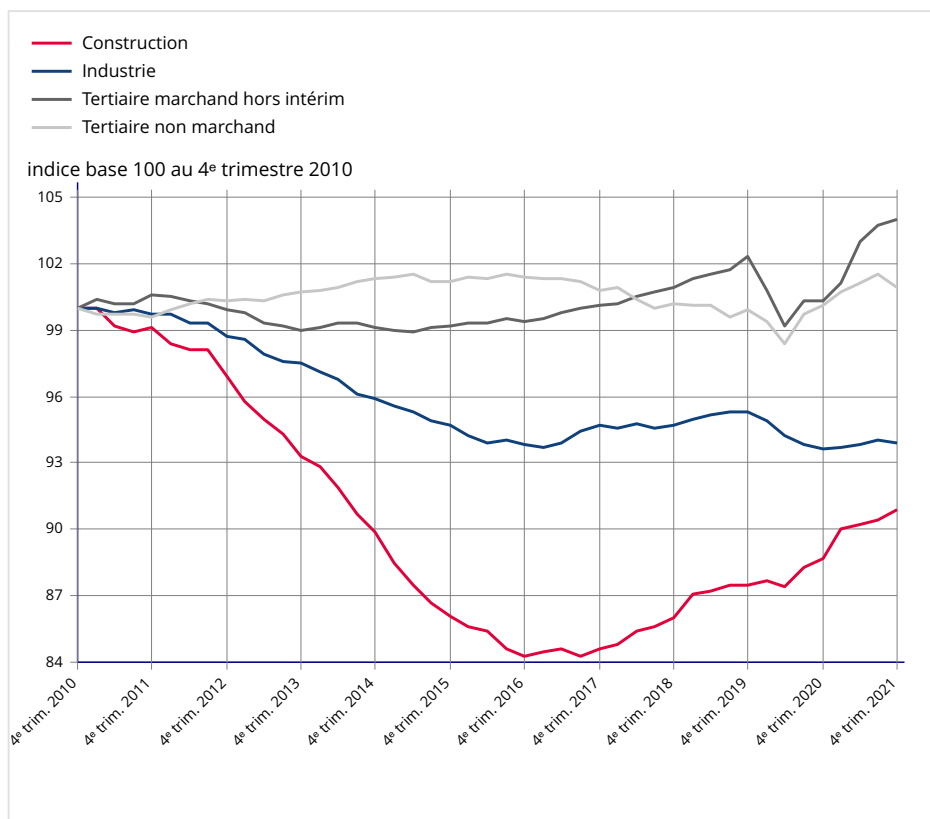


Notes : données révisées ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Figure 6 – Évolution de l'emploi salarié par secteur - Normandie

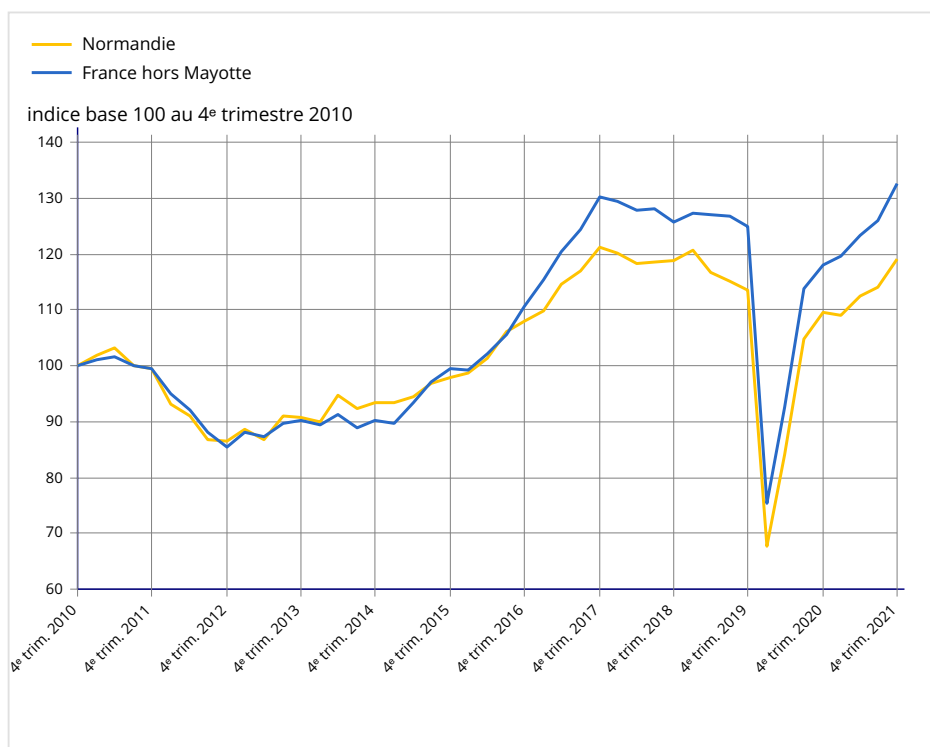


Notes : données révisées ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

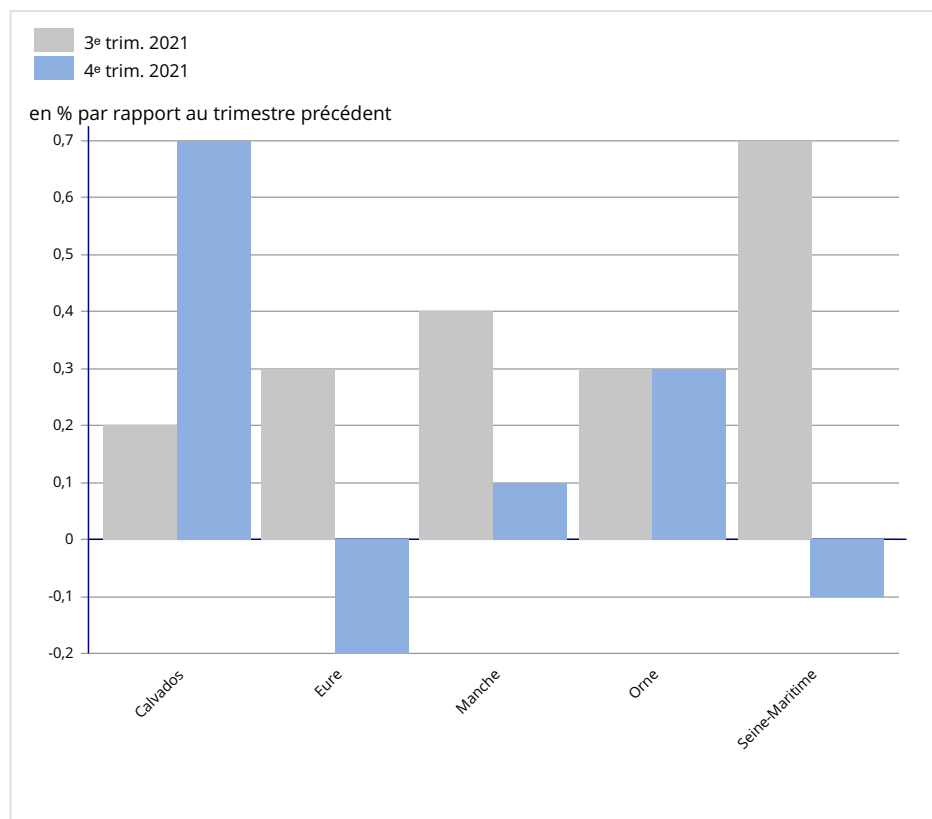
Figure 7 – Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données révisées ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Figure 8 – Évolution de l'emploi salarié total par département



Notes : données révisées ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

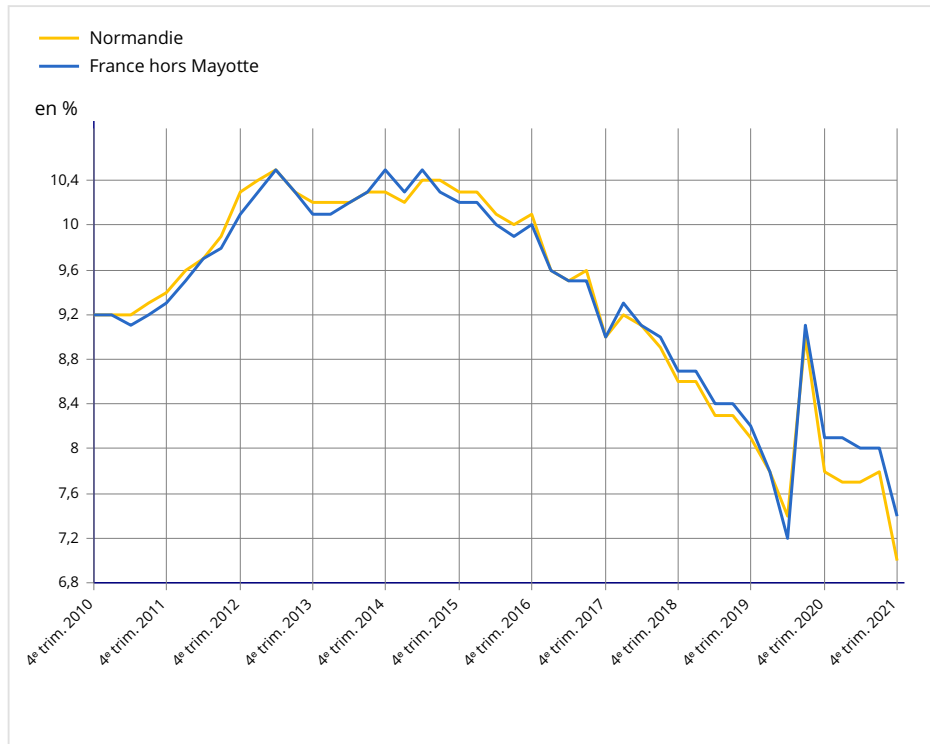
## Le taux de chômage au plus bas dans la région depuis début 2008

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, le taux de chômage baisse : - 0,8 point en Normandie et - 0,6 point en France hors Mayotte. Ce recul intervient après trois trimestres de quasi-stabilité (**figure 9**). Le taux de chômage s'établit ainsi à 7,0 % en Normandie et à 7,4 % au niveau national. Dans la région, c'est le plus faible taux enregistré depuis début 2008 ; il se situe 1,1 point en dessous de son niveau d'avant-crise (- 0,8 point en France hors Mayotte).

Dans les départements normands, le taux de chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 fluctue entre 5,0 % dans la Manche et 8,0 % en Seine-Maritime. Il baisse de 0,9 point en Seine-Maritime et de 0,6 ou 0,7 point dans les autres départements. Dans tous les départements normands, le taux de chômage est inférieur de près de 1 point à son niveau d'avant-crise.



Figure 9 – Taux de chômage



Notes : données révisées ; données trimestrielles CVS.

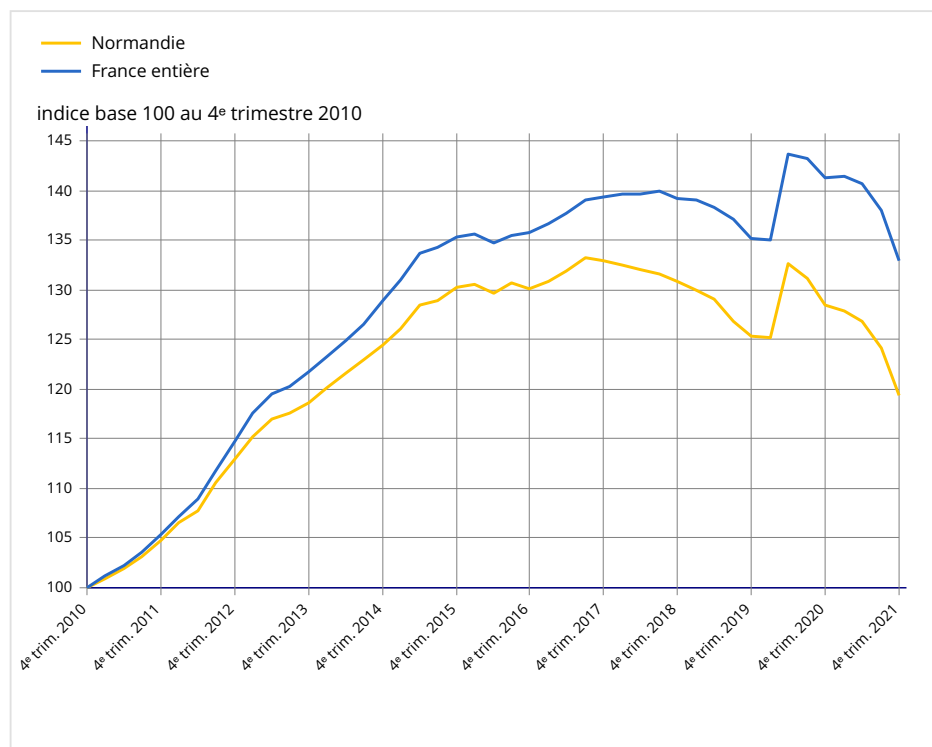
Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé.

## Le nombre de demandeurs d'emploi recule

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C (tenus de rechercher un emploi) est toujours en diminution en Normandie (- 4 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent), comme au niveau national (**figure 10**). Sur un an, leur nombre baisse de 7 % dans la région (- 6 % au niveau France entière). Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans continue de baisser (- 6 %), comme celui des personnes inscrites depuis plus d'un an (- 5 % sur le trimestre et - 9 % sur un an). La diminution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans activité) se poursuit au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 (- 6 %).

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi baisse à nouveau dans tous les départements normands, de - 3,6 % dans l'Orne à - 4,4 % dans le Calvados. Sur un an, il diminue dans tous les départements normands, entre - 6,4 % dans l'Eure et - 8,5 % dans la Manche. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans tout comme celui des personnes inscrites depuis plus d'un an diminue sensiblement ce trimestre dans tous les départements normands. C'est également le cas des inscrits à Pôle emploi de catégorie A ; sur un an, leur nombre recule de plus de 13 % dans tous les départements normands (de - 13,5 % dans l'Eure à - 17,2 % dans la Manche).

Figure 10 – Demandeurs d'emploi (A, B, C) inscrits à Pôle emploi



Notes : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi du trimestre est une moyenne des données mensuelles afin de mieux dégager les évolutions tendanciennes.

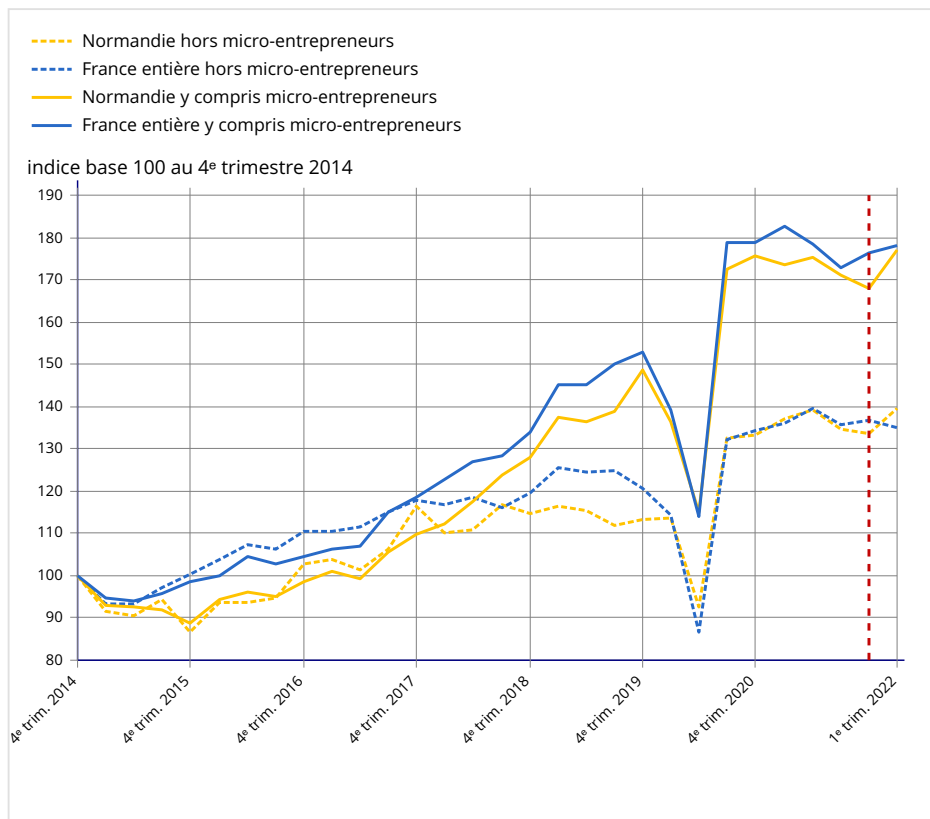
Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

## Les créations d'entreprises sont toujours en baisse

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, les créations d'entreprises diminuent à nouveau en Normandie par rapport au trimestre précédent (- 5 %) et augmentent au niveau national (+ 2 % ; **figure 11**). Le secteur des services explique à lui seul cette baisse (- 11 %). Les créations d'entreprises augmentent dans l'industrie et le regroupement commerce, transports, hébergement et restauration (+ 3 %) et sont stables dans la construction. Les créations de micro-entreprises reculent plus que celles d'entreprises classiques (- 5 % contre - 1 %).

Sur un an, les créations d'entreprises baissent de 5 % en Normandie et de 2 % France entière. Tous les secteurs sont concernés par la baisse dans la région (entre - 3 % et - 11 %).

Figure 11 – Créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

## AVERTISSEMENT SUR LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové depuis la publication portant sur janvier 2022. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises. Pour plus de détails, se référer à la [documentation sur le sujet](#).

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, le nombre de défaillances d'entreprises cumulé sur 12 mois se stabilise en Normandie (+ 0,8 %) et au niveau national (- 0,1 %). Il diminue dans le Calvados (- 7 %) et l'Eure (- 3 %) et augmente dans la Manche (+ 9 %), l'Orne (+ 5 %) et la Seine-Maritime (+ 2 %). Le nombre de défaillances augmente à nouveau dans la région dans les secteurs de la construction (+ 12 %) et de l'hébergement et restauration (+ 12 %), après plus de deux ans de baisse ininterrompue.

### Encadré 1 - Contexte international – En Europe, l'activité fragilisée fin 2021 par la dégradation de la situation sanitaire

Au quatrième trimestre 2021, l'activité économique a ralenti en Europe, et même reculé en Allemagne, en raison d'effets de rattrapage plus faibles qu'au trimestre précédent et d'une consommation des ménages fragilisée par les vagues épidémiques des variants Delta et Omicron. Par ailleurs, le PIB a rebondi dans les principales économies hors zone euro, stimulant la reprise du commerce mondial. Au premier semestre 2022, l'activité serait affectée par les conséquences de la guerre en Ukraine, en particulier via le renchérissement de l'énergie, ainsi que par des perturbations des chaînes d'approvisionnement, notamment liées à de nouveaux confinements en Chine.

## Encadré 2 - Contexte national – En France, l'activité a continué de se redresser fin 2021

Fin 2021, l'activité française a poursuivi sa reprise (+ 0,7 % au quatrième trimestre, soit un rebond du PIB de 7,0 % en moyenne annuelle en 2021 après sa chute de 8,0 % l'année précédente). L'empreinte sectorielle de la crise reste forte néanmoins, certains secteurs continuant de pâtir de la situation sanitaire (hébergement-restauration par exemple) ou bien des problèmes d'approvisionnement (industrie automobile). La consommation des ménages a continué de progresser (+ 0,5 %), notamment dans les services de transports et les services aux ménages, et ce malgré la hausse de l'inflation et l'émergence du variant Omicron en fin d'année. Au premier trimestre 2022 cependant, l'activité aurait ralenti, du fait de la dégradation de la situation sanitaire en janvier puis du déclenchement de la guerre en Ukraine fin février.

---

Publication rédigée par : Flavien Alleaume, Laura Le Mains, Étienne Silvestre (Insee)

## Sources

**Estimations d'emploi**

**Taux de chômage localisés**

**Créations d'entreprises**

**Défaillances d'entreprises**

**Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie**

**Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air**

## Définitions

### Emploi salarié

Les personnes salariées travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre entité en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente, avec un lien de subordination.

Les non-salariés travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

En pratique, les non-salariés sont des personnes affiliées à un régime de protection sociale des travailleurs non salariés : régime social des indépendants (RSI), Urssaf ou Mutualité sociale agricole (MSA). Sont concernés les micro-entrepreneurs d'une part et les non-salariés « classiques » de l'autre ; ces derniers sont pour l'essentiel des entrepreneurs individuels « classiques » (hors micro-entrepreneurs) ou des gérants majoritaires de sociétés à responsabilité limitée (SARL ou SELARL).

### Intérim

L' intérim (ou travail intérimaire ou travail temporaire) consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail temporaire.

Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats : un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

### Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire recouvre un vaste champ d'activités qui s'étend du commerce à l'administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale.

Il est composé du :

- tertiaire principalement marchand (commerce, transports, activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, hébergement-restauration, immobilier, information-communication) ;
- tertiaire principalement non-marchand (administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale).

Le périmètre du secteur tertiaire est de fait défini par complémentarité avec les activités agricoles et industrielles (secteurs primaire et secondaire).

### Chômage partiel

Lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité et qu'elle n'entend pas rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés, elle peut avoir recours au chômage partiel.

Le système d'indemnisation du chômage partiel permet de gérer une baisse d'activité ponctuelle, limitée dans le temps et ayant pour cadre l'année civile.

*Remarque :*

*Le dispositif du chômage partiel a pour but d'éviter des licenciements : il permet à une entreprise qui subit une perte d'activité de nature économique, technique ou naturelle, de réduire temporairement les horaires de ses effectifs.*

*Lorsque le chômage partiel se prolonge au-delà de 6 semaines, les salariés dont le contrat de travail est suspendu sont considérés comme étant à la recherche d'un emploi et peuvent être admis au bénéfice de l'allocation d'aide de retour à l'emploi versée par Pôle Emploi ; on parle alors de « chômage partiel total ».*

*En 2008, afin de tenir compte de la dégradation de la conjoncture économique, l'instruction DGEPP n° 2008/19 du 25 novembre 2008 précise les conditions d'une application dynamique du chômage partiel, qu'il s'agisse, par exemple, de répondre favorablement aux demandes des entreprises en redressement judiciaire, dans la perspective de leur reprise, aux demandes des entreprises de sous-traitance affectées par les difficultés de leurs donneurs d'ordres, ou encore, d'assouplir l'interprétation du caractère temporaire du chômage partiel.*

*L'instruction rappelle également les autres dispositifs auxquels peuvent recourir les entreprises avant de solliciter l'État pour bénéficier du chômage partiel : aménagement du temps de travail dans le cadre fixé par la loi du 20 août 2008, formation des salariés...*

### Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. De la même manière se calculent des taux de chômage par sexe, par PCS, par région, par nationalité, par niveau de diplôme...

*Remarque :*

*Le taux de chômage diffère de la part du chômage qui, elle, mesure la proportion de chômeurs dans l'ensemble de la population.*

## Taux de chômage (BIT)

Rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre d'actifs au sens du BIT.

## Demandeurs d'emploi en fin de mois

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

## Demandeurs d'emploi de longue durée / DELD

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont ceux inscrits en catégories A, B, C, depuis un an ou plus.

## Création d'entreprise

Une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre d'une nouvelle combinaison de facteurs de production avec pour restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet évènement.

Les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales. On parle néanmoins de créations d'entreprises en raison de la spécificité de la situation au moment de la création. En effet, au moment de son immatriculation, il n'est pas possible de déterminer si une unité légale est indépendante ou appartient à un groupe. Par défaut, au moment de la création, toute entité est donc indépendante et considérée comme une entreprise.

La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du Répertoire des entreprises et des établissements (REE), issu de Sirene. Les créations d'entreprises correspondent aux unités légales du répertoire Sirene qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- l'immatriculation d'une nouvelle unité légale avec création d'une nouvelle combinaison de facteurs de production ;
- le cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de plus d'un an (il n'y a pas de nouvelle immatriculation mais reprise de l'ancien numéro Siren, en général pour un entrepreneur individuel) ;
- le cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- la reprise par une unité légale nouvellement immatriculée de tout ou partie des activités et facteurs de production d'une autre unité légale, lorsqu'il n'y a pas de continuité économique entre la situation du cédant et celle du repreneur.

On considère qu'il n'y a pas continuité économique de l'unité légale si, parmi les trois éléments suivants concernant son siège, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : l'unité légale contrôlant l'établissement siège, l'activité économique et la localisation.

Depuis les données relatives à janvier 2009, à la suite de la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur (renommé micro-entrepreneur, à compter du 19 décembre 2014), les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes de créations enregistrées dans Sirene au titre de ce régime. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1er janvier 2009 et qui avaient demandé, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libératoire en 2009.

La statistique de créations d'entreprises couvre l'ensemble des activités marchandes hors agriculture.

*Remarque :*

*Depuis le 1er janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons.*

## Défaillance d'entreprise

Une unité légale est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Cette procédure intervient lorsqu'une unité légale est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

*Remarque :*

*Il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation. La notion de cessation correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Toutes les défaillances ne donnent pas des cessations. Par exemple, un jugement d'ouverture de procédure de défaillance (dépôt de bilan d'une entreprise inscrite dans le cadre d'une procédure judiciaire) ne se résout pas forcément par une liquidation.*

*Toutes les cessations n'ont pas donné lieu à une défaillance. Par exemple, un entrepreneur individuel peut cesser son activité suite à un départ en retraite.*

## Logement autorisé

Un logement autorisé est un logement, non encore réalisé, dont la construction a été autorisée par un permis de construire ou une non-opposition à une déclaration préalable.

## Logement commencé

Un logement est considéré comme commencé (ou mis en chantier) après réception de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) envoyée par le pétitionnaire (ou maître d'ouvrage).

Un chantier est considéré ouvert lorsque les fouilles en rigole ou les fondations sont entreprises pour une partie ou la totalité des constructions autorisées.

Remarque :

Une « fouille en rigole » est un creusement du sol pour permettre la construction à l'emplacement des « semelles » (ces dernières sont les parties basses).

## Correction des variations saisonnières / CVS

La correction des variations saisonnières permet d'éliminer l'effet de fluctuations périodiques infra-annuelles dues au calendrier et aux saisons, de manière à faire ressortir les évolutions les plus significatives de la série. Celles-ci sont contenues dans la tendance et la composante irrégulière.

Par exemple, les ventes de jouets augmentent toujours fortement entre novembre et décembre, en raison de Noël. Sur les données brutes, cet effet périodique masque l'évolution conjoncturelle sous-jacente pour une année donnée. Une fois la série désaisonnalisée, c'est-à-dire l'effet Noël retiré, les ventes peuvent s'avérer en baisse, signe d'une moins bonne année.

## Documentation

### Emploi salarié

- [Note méthodologique sur l'emploi salarié](#) (pdf, 232 Ko)
- [Emploi : quelle source pour quel usage ?](#) (pdf, 515 Ko)

### Créations d'entreprises

- [Note méthodologique sur les créations d'entreprises](#) (pdf, 116 Ko)
- [Refonte du dispositif de calcul des créations d'entreprises](#) (pdf, 130 Ko)
- [Correction de la répartition des créations d'entreprises individuelles \(2021\)](#) (pdf, 58 Ko)

### Nomenclature

- [Nomenclature agrégée - NA, 2008](#)

## Pour en savoir plus

- › Le Mains L., Mura B., Silvestre É., « [La Normandie retrouve son niveau d'activité d'avant-crise au 3<sup>e</sup> trimestre 2021](#) », *Insee Conjoncture Normandie* n°30, janvier 2022.
- › [Note de conjoncture](#), *Insee Conjoncture*, mars 2022.
- › Des indicateurs conjoncturels régionaux sont disponibles dans le [Tableau de bord conjoncturel](#) sur [insee.fr](https://insee.fr).



Institut national de la statistique et des études économiques  
Insee Normandie - 5, rue Claude Bloch - BP 95137 - 14024 CAEN Cedex  
Directeur de la publication : Philippe Scherrer